A CENON ET LORMONT, DES ELUES REVOLUTIONNAIRES POUR FAIRE ENTENDRE LA VOIX DU MONDE DU TRAVAIL ET DE LA JEUNESSE

Depuis 2001 dans la Métropole, les élu-es révolutionnaires (de la LCR puis du NPA) dans les conseils municipaux, défendent l'opposition, les exigences et les droits du monde du travail, des classes populaires et de la jeunesse, face à l'offensive des classes dominantes et des gouvernements qui les servent. Face aux conséquences des politiques anti-ouvrières et antisociales dans les communes et les quartiers, face à la régression sociale, à la précarisation, à la paupérisation des populations… ils et elles ont porté des réponses anticapitalistes et révolutionnaires, pour en finir avec la crise économique, politique et écologique du système.

En 2014, deux camarades ont été réélues à Cenon et Lormont, en opposition à la gauche libérale au pouvoir après l'élection de Hollande, et à la droite et l'extrême-droite, la pire ennemie des travailleurs et de la jeunesse.

Le chef de file et élu de la liste Bleu Marine, Defrance, habitant de Lormont le temps de la campagne électorale, a voulu faire du bruit lors de son élection. Il a voté contre une modeste subvention à l'association Union des Travailleurs Sénégalais… au nom de « *la préférence nationale* ». Il ignorait juste que c'est une association culturelle et pas une agence pour l'emploi !

Un autre de leurs élus, le marchand de poulets Sallot, a reproché à la commune de ne pas acheter ses poulets pour les cantines scolaires.

Leurs idées nauséabondes n'ont d'égale que la stupidité et la bassesse de leurs élus.

Racisme et chauvinisme, le fonds de commerce de l'extrême-droite, divisent les travailleurs en cherchant à les dresser les uns contre les autres pour le plus grand profit des classes dominantes. Face à leur racisme et chauvinisme qui divisent les travailleurs, nous opposons la solidarité internationale des travailleurs et des peuples !

L'intervention politique des élues du NPA se décline à la fois sur le terrain national et local. Il n'y a pas de politique locale qui ne soit la conséquence de l'offensive nationale et internationale du patronat et des gouvernements contre les travailleurs et les peuples.

Les budgets de nos communes subissent de plein fouet la baisse des dotations d'Etat, qui met un point d'honneur à payer la dette qu'il a lui-même creusée auprès des banques en leur évitant la faillite lors de la crise de 2007-2008. Les « économies » que l'Etat impose aux communes sont autant de moyens en moins pour les services publics de proximité, et le soutien aux populations des quartiers, qui vont vers une précarisation et une exclusion croissantes.

Les élues du NPA sont indépendantes de tous les partis gouvernementaux et des majorités institutionnelles locales.

Elles ne sont pas les co-gestionnaires de politiques locales d'austérité, relais des politiques nationales. Elles ne votent pas les budgets municipaux contraints par la dette, l'austérité et les baisses de dotations de l'Etat, budgets qui ne peuvent répondre aux besoins sociaux de la population.

Lormont a contracté un « emprunt toxique » auprès de la banque Dexia. Son taux d'intérêt, de 4,80 % en 2011 est passé à presque 20 % en 2015. La majorité municipale PS-PC-Verts a alors décidé, avec l'accord de la droite et de l'extrême droite, non pas d'attaquer la banque en justice mais de confier la dette toxique à un Fonds abondé par l'Etat, c'est-à-dire par nos impôts.

Nous avons toujours exigé l'annulation de cette dette illégitime qui ne fait qu'enrichir les banques. C'est à elles de payer !

Les élues du NPA portent dans les conseils municipaux la voix des populations, des jeunes, des salariés de la commune, se font les « *porte-voix* » de leurs besoins, popularisent leurs mobilisations et leurs luttes.

Elles se sont opposées au travail du dimanche dans les grandes enseignes comme Carrefour.

Elles luttent pour le développement des services publics de proximité, contre les fermetures de ces services dans les quartiers (agence postale, restructurations des centres des Impôts…)

Elles ont soutenu toutes les mobilisations dans les écoles avec les enseignants et les parents, contre les fermetures de classes, contre la loi Blanquer, pour les dédoublements de CP et CE1 avec les moyens nécessaires…

Dans les écoles de Cenon et Lormont (en REP et REP+), les classes de CP puis de CE1 ont été dédoublées. Ces classes à 12 élèves sont un plus pour les élèves et les enseignants.

Mais cela s'est fait à marche forcée pour les communes, sans les moyens matériels suffisants et sans créations de postes. Les enseignants supplémentaires, indispensables sur ces secteurs en grande difficulté scolaire, ont disparu pour occuper les nouveaux postes en classes dédoublées. Faute de place, des salles qui avaient d'autres usages (comme des bibliothèques, des salles de RASED) ont dû être occupées et des préfabriqués installés dans les cours d'école… contribuant à la dégradation des conditions d'apprentissage pour les élèves et de travail pour les enseignants et tous les personnels.

Sur les deux communes, les facteurs ont fait grève à chaque réorganisation de la Poste qui supprimait des tournées alors que la population est en constante augmentation.

La Direction de la Poste a fermé un bureau à Lormont et réduit les horaires de l'autre, ce qui fait que pour deux milliers d'habitants de plus, il y a un bureau et demi en moins.

A Cenon, les facteurs ont fait 7 semaines de grève au printemps dernier contre les réorganisations. Nous avons soutenu leur lutte et nous les avons aidés à populariser leur grève et à intervenir devant le conseil municipal.

Le maire ayant refusé qu'ils entrent dans la salle du conseil pour s'adresser à tous les élus, c'est dans le hall qu'ils ont pu expliquer les raisons de leur grève devant la majorité des élus que nous avons invitée à sortir les écouter.

Le NPA a proposé une motion de solidarité à leur grève, qui a été votée en fin de conseil à l'unanimité.

Elles ont soutenu les postiers de Cenon et de Lormont en grève contre les restructurations à La Poste et la dégradation du service postal de proximité.

Elles ont lutté aux côtés des salariés de Ford contre la fermeture de leur usine à Blanquefort.

Elles ont voté la motion de soutien à la lutte des assistantes maternelles et à la grève de la SNCF contre le Pacte ferroviaire.

Elles s'opposent à la gentrification par expulsion des locataires ou des propriétaires.

A Lormont, des maisons en bord de Garonne ont pris de la valeur avec le développement de l'immobilier. Des dispositifs comme l'ANAH ou l'ORI-OPAH ont été mis en place exigeant des propriétaires de ces immeubles de faire un tas de travaux pour de nouvelles normes écologiques et esthétiques, sous la houlette d'une agence public/privé, InCité.

Celle-ci cherche en réalité à faire brader leur bien à des propriétaires n'ayant pas les moyens de faire ces travaux et qu'elle aide très peu. Elle récupère de beaux appartements qu'elle loue ou vend plus cher une fois les travaux effectués.

L'élue du NPA dénonce cette politique qui revient surtout à développer la gentrification de certains quartiers.

Elles interviennent pour la défense des droits, des salaires et des conditions de travail des agents de la commune :

- contre les contrats précaires, les Services civiques, pour un statut fonction publique de tous les agents, pour des embauches pour remplacer les départs à la retraite, pour une augmentation générale des salaires.

- contre la « métropolisation » qui met en place la mutualisation des personnels avec pour conséquences des suppressions de postes, des pertes de salaire pour les agents déplacés, de la souffrance au travail.

Les salaires des agents communaux sont bas en moyenne, bloqués depuis 2010, comme ceux de tous les fonctionnaires. Depuis 2018, avec le RIFSEEP (réforme du régime indemnitaire de la Fonction publique), les agents sont passés de 1545 h (acquis sociaux dus aux luttes) à 1607 h (le taux défini par le Code du travail), sans aucune augmentation.

Nous avons dénoncé cette attaque qui contraint les agents à faire plus, à moins nombreux et moins bien payés !

De la prévention, pas de la répression

Les élues du NPA s'opposent aux politiques de répression et défendent à l'opposé, des politiques de prévention en direction de la jeunesse, de lutte contre le chômage et la précarité, contre la régression sociale.

Elles s'opposent au développement de la vidéosurveillance.

Les moyens engloutis dans la vidéosurveillance devraient servir pour l'augmentation du nombre d'éducateurs et de postes de prévention. Ce que nos maires appellent « l'insécurité » dans les quartiers, c'est l'insécurité sociale, produit des politiques de régression sociale. Aucune caméra de surveillance mobile ou fixe ne peut remplacer de l'emploi pour les jeunes, des services publics de proximité pour tous. Imposer une autre répartition des richesses passe par nos mobilisations et nos luttes.

Pour la démocratie directe des travailleurs, des jeunes, de la population de la commune

Si des élus parlent parfois de « démocratie participative » au moment des élections, les conseils municipaux ne sont ni démocratiques ni « participatifs ».

Les élues du NPA portent l'exigence d'une démocratie directe de la population, sur l'ensemble des problèmes qui la concernent, y compris pour décider intégralement du budget municipal. Elles défendent une mairie Bourse du travail pour prendre la parole, organiser les luttes, prendre les décisions. C'est aux travailleurs, aux jeunes, à la population de prendre leurs affaires en main tant localement que nationalement.

Pour les élections municipales de 2020, faisons entendre la voix des travailleuses, des travailleurs et de la jeunesse !

Après plus de 8 mois du mouvement des Gilets jaunes, les grèves dans la santé et l'éducation ou dans les entreprises pour les salaires et contre les licenciements, et alors que s'annoncent les prochaines attaques du gouvernement contre les travailleurs et les classes populaires (retraites, Sécu, services publics…), nous pensons important que cette colère du monde du travail et de la jeunesse contre l'offensive des classes dominantes se fasse entendre à l'occasion des élections municipales. Discutons-en ensemble.

Prenons nos affaires en main, constituons des listes, pour des élu-e-s au service de la contestation et des luttes, pour défendre les idées de la révolte et de l'émancipation au sein des conseils municipaux et dans nos villes !